

## **COMPTE RENDU** du Conseil Municipal

---

### **SÉANCE DU 04 DECEMBRE 2013**

*L'an deux mil treize, le quatre décembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.*

**Présents :** M. LOUSTALET, Maire –  
MM. MAISONNAS, GUILLARD Adjoints

Mmes BORREL-JEANTAN, DIDIER, GAUTHIER

MM. ABBOU, BALOUZET, CAPLAT, COTE, DENIS,  
GRUMET, PRUDON

**Pouvoir :**

**Excusé :**

Secrétaire de séance : M. COTE

#### **1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :**

Le compte rendu précédent est adopté.

#### **2. CCMP**

Mr le Maire informe que le Diagnostic du Schéma Directeur « Modes doux » a été présenté le 2 décembre 2013 lors d'une réunion réunissant les Commissions Voiries et Transports de la Communauté de communes. Ce Diagnostic réalisé par les Services de la Communauté de communes a donné lieu à un recensement des existants de chaque commune. A l'issue de la présentation, les commissions Voirie et Transports ont validé le Diagnostic. La prochaine étape conduira à la présentation aux commissions Voirie et Transports d'une proposition de scénarios fin janvier/début février 2014 ;

Mr le Maire demande à Mr Caplat de créer un lien servant de passerelle entre le site de la commune et celui de la CCMP permettre de mettre en ligne les scénarios qui seront proposés.

#### **ZAC Actinove**

Mr le Maire informe que la vente aux enchères a eu lieu. La CCMP avait fait une offre le 14 novembre dernier pour l'acquisition des trois lots conformément à l'autorisation qui avait été donnée au Président par le conseil communautaire. Une surenchère de 10 % a été formulée pour l'acquisition de la totalité des lots mis aux enchères par une SCI de St. Maurice de Beynost. Le dossier doit repasser en audience à une date non encore

**3. DELIBERATION N° 13.05.01 : CONVENTION TRIPARTITE CONSEIL GENERAL DE L'AIN – CCMP – COMMUNE DE THIL CONCERNANT DES AMENAGEMENTS DE VOIRIE SUR RD61B**

Monsieur le Maire expose que lors du Conseil communautaire du 17 octobre 2013, la Communauté de communes, après en avoir délibéré, a approuvé à l'unanimité la convention à signer entre la CCMP, le Conseil général de l'Ain et la commune de Thil en vue de la réalisation des travaux d'aménagement et de sécurité sur la RD 61 B (secteur Nord de la rue de la Mairie).

Monsieur le Maire rappelle que ces travaux sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la CCMP dans le cadre d'un AP/CP n°3 créé en Avril 2012 pour la réalisation de divers travaux d'aménagement et de sécurité pour un montant global de 630 000 €.

Il informe que ces travaux étant réalisés sur le domaine public du Conseil général de l'Ain, il convient de signer une convention tripartite définissant les caractéristiques de l'aménagement, la charge d'investissement, les prescriptions techniques, les charges d'entretien et de garantie.

Lecture faite de la convention établie par le Conseil général de l'Ain portant sur la création d'un trottoir et d'une écluse sur la RD 61B du PR2+600 au PR2+860,

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de délibérer sur la convention.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

. Approuve la convention à signer entre le Conseil général de l'Ain, la CCMP et la commune de Thil telle que présentée,

. Autorise Monsieur le Maire à la signer ainsi que toutes les pièces qui s'y rapportent.

Pour	13
Contre	0
Abstention	0

Mr le Maire précise que, suite à une information de la Communauté de communes de ce jour, la mise en place des feux tricolores, le mât supportant les feux, l'armoire et les équipements électriques définitifs incluant les répétiteurs de sens devraient être livrés début janvier 2014. Leur mise en service définitive est prévue fin janvier 2014.

**DELIBERATION N° 13.05.02 : AUTORISATION DE SIGNATURE DONNEE AU MAIRE DE LA COMMUNE DE THIL CONCERNANT L'ACQUISITION DES TERRAINS D'ASSIETTE DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT (INDIVISION CHENEVARD)**

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil municipal en sa séance du 12 juin 2013 a approuvé la promesse de vente des terrains d'assiette du réseau d'assainissement (indivision CHENEVARD) et a donné autorisation au Maire aux fins de signature de la dite promesse de vente.

Il convient de réitérer cette promesse de vente dans les termes visés par la délibération n° 13.02.05 en donnant autorisation au Maire de signer l'acte authentique incluant une servitude de tréfonds pour le passage des réseaux sur une bande d'une largeur de 5 mètres.

Il est rappelé que la société ETAMES réalise une opération de construction de logements sur un terrain de 14 912 m<sup>2</sup>, composé des parcelles cadastrées suivantes B571 et ZB52 (pour partie) à la suite d'un permis de construire n° 001 418 11 A 0009 délivré le 30 décembre 2011 sur cette assiette

avril 2013 à EUROPEAN HOMES permettant la réalisation de 29 logements pour une SHON globale de 3 272 m².

Le projet de la société ETAMES nécessite notamment la réalisation d'un dispositif d'assainissement collectif par filtre planté de roseaux, qui constituera la première tranche du nouveau réseau communal d'assainissement collectif.

La commune a accepté de programmer cette opération de travaux publics rendus nécessaires par l'opération de construction d'ETAMES, étant rappelé qu'en contrepartie, le constructeur a accepté de prendre en charge la totalité de leur coût dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP).

L'ouvrage d'assainissement doit être implanté sur un terrain composé de la parcelle cadastrée ZB n°142 provenance de la division ZB 52. Le terrain est classé en zone NCi, et dispose d'une superficie totale de 1.802 m².

Saisi afin d'estimer le prix d'acquisition du terrain, FRANCE DOMAINE a rendu un avis le 10 juin 2013, au terme duquel l'estimation est entre 0,50 et 1 € TTC pour une emprise de 1.000 m² environ, soit un prix moyen de 0,75 € / m².

Cette emprise appartenant à l'indivision CHENEVARD, la commune a pris l'attache des représentants de l'indivision afin de négocier l'acquisition du terrain. Les parties ont convenu d'un prix de 1.802 € TTC soit un prix de 1 € / m².

Le prix convenu correspond à l'estimation de FRANCE DOMAINE.

Le projet de promesse prévoit en outre le paiement du prix 100 % comptant le jour de l'Acte Authentique.

Ce faisant,

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L.1331-1 et suivants ;

Vu le plan d'occupation des sols de 2002 ;

Vu la zone INAi du POS et son règlement;

Vu le rapport d'étude de réalisation de l'assainissement collectif sur la zone NCi dressé par le bureau d'étude GINGER ENVIRONNEMENT ;

Vu l'avis de FRANCE DOMAINE du 10 juin 2013 ;

Vu le projet de promesse de vente à conclure avec l'indivision CHENEVARD ;

Entendu les explications de Monsieur le maire ;

Le Conseil municipal de THIL, après en avoir délibéré :

1. Approuve l'acte de vente à conclure entre l'indivision CHENEVARD et la commune de Thil pour l'acquisition de la parcelle cadastrée ZB n° 142 provenance de la division ZB 52, pour un prix total de 1.802 € TTC, pour une emprise de 1.802 m², soit un prix moyen de 1 € / m².

2. Autorise Monsieur le Maire à signer ledit acte.

Pour	13
Contre	0
Abstention	0

#### **4. DELIBERATION N° 13.05.03 : TRAVAUX EN REGIE**

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que des travaux d'aménagement ou de réfection ont été réalisés au sein de la commune durant l'exercice 2013 par les agents des Services Techniques.

Les matériels et fournitures nécessaires à ces travaux ont été mandatés dans un premier temps en section de Fonctionnement du Budget Primitif 2013.

A ce titre, il informe qu'il y a lieu de transférer les dépenses de matériels et fournitures

section d'Investissement du Budget **Principal** 2013. Le montant des travaux en régie se décompose comme suit :

OBJET	Mandatée le	Mandat / Bord.	Coût Matériel	Nbre Agts	Durée	Coût de Pers. Cnal	TOTAL
<b>Op. 90</b> : Groupe Scolaire				1	1 x 10h00	168.40	356.
<i>Vier (tôle inox)</i>	21/02/2013	134/7	188.37				
<b>Op. 118</b> : Trav. Sec. Bât. Cnaux				2	2 x 39h00	1227.33	1 505.
<i>Local côté Mairie (moellons ciment sable)</i>	10/09/2013	549/52	277.70				
<b>Op. 121</b> : Trav. Salle Polyv.				1	1 x 60h00	1010.40	1 654.
<i>placards)</i>							
<i>Cadre, carreaux, plâtre</i>	21/02/2013	108/7	502.67				
<i>Poteau bois</i>	21/02/2013	112/7	45.00				
<i>Serrures, poignées, barilets</i>	21/02/2013	132/7	96.63				
<b>Op. 130</b> : Travaux voirie (piste cycl.)				2	2 x 80h00	2613.60	5 665.
<i>Franchée : Location mini-pelle</i>	11/06/2013	366/28	1132.49				
<i>Sable, concassé...</i>	11/06/2013	342/28	1919.39				
<b>Op. 130</b> : Travaux voirie (pann.Lumineux)				2	2 x 20h00	653.40	1 208.
<i>Franchée : Location mini-pelle</i>	11/06/2013	365/28	159.19				
<i>Concassé</i>	23/07/2013	486/41	395.97				
<b>Op. 130</b> : Travaux voirie (miroirs)				2	2 x 18h00	566.46	731.
<i>Miroirs</i>	17/10/2013	684/61	165.00				
<b>Op. 130</b> : Travaux voirie (enduit sur ex wc)				2	2 x 30h00	944.10	1 268.
<i>Ciment, sable</i>	18/10/2013	707/64	324.37				
<b>Op. 136</b> : Cadre de vie (pose potelets)				2	2 x 39h00	1227.33	2 140.
<i>Franchée : Location tarière</i>	18/11/2013	804/73	771.68				
<i>Ciment</i>	18/11/2013	772/72	141.20				
<b>Op. 149</b> : Cimetière				2	2 x 96h00	2923.20	3 359.
<i>Tuiles, ciment, peinture</i>	23/04/2013	236/19	436.62				
							<b>17 890.</b>

Le conseil municipal,  
Où les explications de Monsieur le Maire,

- Autorise Monsieur le Maire à imputer le coût des travaux en section d'investissement du budget de l'exercice en cours pour un montant total de 17.890,50 €.

Les crédits nécessaires seront portés à la section d'investissement du budget de l'exercice en cours au moyen de la Décision Modificative n° 6.

Pour	13
Contre	0
Abstention	0

**5. DELIBERATION N° 13.05.04 : CONCOURS DU RECEVEUR MUNICIPAL / ATTRIBUTION D'INDEMNITE**

Le Conseil Municipal,

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

DECIDE :

. de demander le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et,

. d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an.

. que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Mr Christian CORTIJO.

. de lui accorder l'indemnité de conseil pour l'année 2013 d'un montant de 400,96 € brut.

Pour	13
Contre	0
Abstention	0

**6. DELIBERATION N° 13.05.05 : ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

M. le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Montant budgétisé - dépenses d'investissement 2013 : 236.074,00 € pour le budget principal  
(Hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts »)

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de 59.018 € ( $< 25\% \times 236.074,00 \text{ €}$ ) pour le budget communal.

Les dépenses d'investissement seront imputées sur les opérations figurant au budget.

**Total : 59.018,00 € pour le Budget Principal**

Montant budgétisé - dépenses d'investissement 2013 : 188.286,78 € pour le budget Assainissement.

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de 47.071 € ( $< 25\% \times 188.286,78 \text{ €}$ ) pour le budget Assainissement.

Les dépenses d'investissement seront imputées sur les chapitres figurant au budget.

**Total : 47.071 € pour le Budget Assainissement**

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'accepter les propositions de Mr le Maire dans les conditions exposées ci-dessus pour un montant de 59.018 euros sur le Budget Principal et 47.071 euros sur le Budget Assainissement.

Pour	13
Contre	0
Abstention	0

Mr Denis demande si le budget 2014 sera préparé et voté avant les élections municipales de mars 2014.

Mr le Maire répond que les années d'élections municipales, il est nécessaire de préparer le budget et le voter avant le 15 avril. Cependant il est possible de le préparer et de ne pas le voter avant les élections. Toutefois s'il devait être voté avant les Elections Municipales, il le serait dans les « grandes lignes » et la nouvelle équipe en place pourrait y apporter des modifications à l'aide des Décisions Modificatives.

Mr Guillard demande s'il y a des engagements prévus sur le budget assainissement pour début 2014. Mr le Maire répond qu'il y a la situation de travaux n° 3 pour la STEP (1NAi).

## 7. DECISIONS MODIFICATIVES

### D.M N° 5 : VIREMENT DE CREDITS (AMORTISSEMENTS BUDGET COMMUNAL)

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6188 : Autres frais divers	793.20 €	
<b>TOTAL D 011 : Charges à caractère général</b>	<b>793.20 €</b>	
D 020 : Dépenses imprévues Invest		793.20 €
<b>TOTAL D 020 : Dépenses imprévues Invest</b>		<b>793.20 €</b>
D 6811 : Amortissements		793.20 €
<b>TOTAL D 042 : Opérations d'ordre entre section</b>		<b>793.20 €</b>
R 28041641 : IC : Biens mobiliers, matériel		793.20 €
<b>TOTAL R 040 : Opérations d'ordre entre section</b>		<b>793.20 €</b>

Pour	13
Contre	0
Abstention	0

### D.M N° 5 : VIREMENT DE CREDITS (TRAVAUX EN REGIE)

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 023 : Virement section investissement		17 890.50 €
<b>TOTAL D 023 : Virement à la sect° d'investis.</b>		<b>17 890.50 €</b>
D 21 : Immobilisations corporelles		17 890.50 €
<b>TOTAL D 040 : Opérations d'ordre entre section</b>		<b>17 890.50 €</b>
R 021 : Virement de la section de fonct		17 890.50 €
<b>TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct.</b>		<b>17 890.50 €</b>
R 722 : Immobilisations corporelles		17 890.50 €
<b>TOTAL R 042 : Opérations d'ordre entre section</b>		<b>17 890.50 €</b>

Pour	13
Contre	0
Abstention	0

### **D.M N° 7 : VIREMENT DE CREDITS**

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 2031-139 : POS / PLU	3 560.00 €	
D 2031-150 : Passerelle Mode Doux	6 000.00 €	
<b>TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles</b>	<b>9 560.00 €</b>	
D 21538-119 : Eclairage Public		5 700.00 €
<b>TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles</b>		<b>5 700.00 €</b>
D 2315-130 : Travaux Voirie		3 860.00 €
<b>TOTAL D 23 : Immobilisations en cours</b>		<b>3 860.00 €</b>

Pour	13
Contre	0
Abstention	0

Mr Maisonnas explique que concernant l'opération 119 (éclairage public) le SIEA avait fait des avants projets (provisaires) qui ont été réactualisés en fonction des aléas de chantier.

Il rappelle que le SIEA subventionne à hauteur de 34 % de la somme (avec un plafond réglementé).

Mr Abbou demande si l'on a un écrit concernant les sommes allouées.

Mr Maisonnas répond dans l'affirmative et que la commune était éligible au maximum. Mais ce qui a changé est que le SIEA est de plus en plus sollicité par conséquent la participation financière du SIEA a diminuée. Le SIEA a baissé sa participation à 34 % contre 40 % auparavant.

Mr le Maire fait part d'une réunion le 25 novembre dernier à la CCMP concernant le décompte des travaux réalisés à ce jour. Il informe qu'il a adressé un courrier à la CCMP pour proroger l'AP/CP n°3 jusqu'en 2017 pour permettre la réalisation des travaux de la rue Neuve (RD61A), les aménagements Route de Niévroz et le plateau piétonnier au carrefour du Chemin du Mas Durand / route de Beynost.



**D.M N° 1 : VIREMENT DE CREDITS (AMORTISSEMENTS BUDGET ASSAINISSEMENT)**

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 022 : Dépenses imprévues		799.27 €
<b>TOTAL D 022 : Dépenses imprévues Fonct</b>		<b>799.27 €</b>
D 1391 : Subventions d'équipement		799.27 €
<b>TOTAL D 040 : Opérations d'ordre entre section</b>		<b>799.27 €</b>
D 2031 : Frais d'études	799.27 €	
<b>TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles</b>	<b>799.27 €</b>	
R 777 : Quote-part des subv. d'inv. v..		799.27 €
<b>TOTAL R 042 : Opérations d'ordre entre section</b>		<b>799.27 €</b>

Pour	13
Contre	0
Abstention	0

**8. REMPLACEMENT DES ADJOINTS DEMISSIONNAIRES**

Mr le Maire propose de lire le projet de délibération avant l'ouverture du débat.

**DELIBERATION N° 13.05.06 : REMPLACEMENT DES ADJOINTS DEMISSIONNAIRES**

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal :

- La démission d'un adjoint est adressée au préfet (article L2122-15 du CGCT), elle est définitive à compter du jour où son acceptation par le Préfet a été portée à connaissance de l'intéressé,
- Monsieur Vincent TRACLET, 2<sup>ème</sup> dans l'ordre du tableau des adjoints depuis le 21 mars 2012, a présenté sa démission des dites fonctions et de conseiller municipal par lettre le 7 novembre 2013. Celle-ci a été transmise à Monsieur le Préfet de l'Ain le 12 novembre 2013. La démission a été acceptée et communiquée à Monsieur Vincent TRACLET par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 19 novembre 2013 ;
- Monsieur Serge MANIE, 3<sup>ème</sup> dans l'ordre du Tableau des adjoints depuis le 21 mars 2012, a présenté sa démission des dites fonctions et de conseiller municipal par lettre le 7 novembre 2013. Celle-ci a été transmise à Monsieur le Préfet de l'Ain le 12 novembre 2013. La démission a été acceptée et communiquée à Monsieur Serge MANIE par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 19 novembre 2013 ;
- Suite à ces démissions deux options sont possibles et le Conseil municipal doit décider :
  - Soit supprimer le(s) poste(s) d'adjoint(s) vacant(s) en question, puisque la commune satisfait l'obligation prévue par le cgct qui prévoit que chaque commune doit disposer d'au moins un adjoint, ce qui est le cas de la commune,
  - Soit procéder à l'élection de nouv(eaux) adjoints(s) (es) en remplacement des adjoints démissionnaires. Dans ce cas, le conseil doit également décider si ces adjoints prendront rang :
    - Soit à la suite des adjoints en fonction, dans ce cas Mr Guillard, précédemment 4<sup>ème</sup> adjoint, remontera au rang de 2<sup>ème</sup> adjoint et le Conseil aura à élire un 3<sup>ème</sup> et un 4<sup>ème</sup> adjoint,
    - Soit au même rang que les élus qui occupaient précédemment les postes devenus vacants soit un 2<sup>ème</sup> et un 3<sup>ème</sup> adjoint.

Le Conseil après en avoir délibéré,

DECIDE de :

- Supprimer/ne pas supprimer les postes d'adjoints vacants en question,
  - Contre ... / abstention ... / Pour ... dans le cas de la suppression de ces deux postes, le 4<sup>ème</sup> adjoint devient 2<sup>ème</sup> adjoint,
- Si le Conseil décide de procéder à l'élection de nouveaux adjoint(s) (es) en remplacement des adjoints démissionnaires, il doit décider si ceux-ci prendront rang à la place des deux adjoints démissionnaires ou si les adjoints encore en poste occuperont les postes de 1<sup>er</sup> et second adjoints et les nouveaux élus les postes de 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> adjoints.
  - Contre ... / abstention ... / Pour ...

En cas d'élection de nouv(el) (eaux) (lles) adjoint(s) (es), il est procédé immédiatement à la dite élection :

Sont candidats, les conseillers municipaux suivants :

- M.....
- M....
- M....
- .....

Vu le Code général des collectivités locales notamment les articles L-2122-1 et suivants,

Vu le Code électoral,

Vu la délibération du 21 mars 2008 fixant le nombre des adjoints,

Vu la délibération du 21 mars 2008 relative à l'élection des adjoints au maire et à l'ordre du tableau en résultant,

Vu la délibération du 21 mars 2012 relative à l'élection du 4<sup>ème</sup> adjoint au maire,

Considérant que le nombre des adjoints au maire est égal au maximum à 30% de l'effectif légal du Conseil municipal soit 4 adjoints au maire,

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités locales et territoriales, le Conseil municipal a procédé aux votes à bulletin secret afin d'élire les nouv (el) (eaux) (lles) adjoin(s) (es) au maire,

Le dépouillement des bulletins de vote a donné les résultats suivants :

Nombre de votants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne :

Nombre de bulletins blancs ou nuls (art. L 66 du Code électoral) :

Nombre d'abstentions :

Nombre de suffrages exprimés :

Majorité absolue :

Résultat :

A obtenu

- M.....
- M....
- M....
-

M .... et M .... Ayant obtenus x voix soit la majorité absolue des suffrages exprimés sont nommés respectivement .....

Le tableau des adjoints au maire est donc modifié ainsi qu'il suit :

Tableau des adjoints au 21 mars 2012

- 1.Monsieur Philippe MAISONNAS
2. Monsieur Vincent TRACLET
- 3.Monsieur Serge MANIE
- 4.Monsieur Philippe GUILLARD

Tableau des adjoints au 04 décembre 2013

- 1.Monsieur Philippe MAISONNAS
- 2.....
- 3.....
- 4.....

Mr Abbou demande s'il est nécessaire d'avoir des Adjoints aux postes de l'urbanisme et de la Voirie actuellement et si une simple délégation à un conseiller municipal suffirait.

Mr Prudon aimerait savoir ce qui s'est réellement dit lors de la dernière Commission Générale à laquelle il n'a pu participer et qui a généré la démission de deux adjoints au Maire. Il affirme qu'il s'est dit des choses anormales.

Mr le Maire rappelle que suite à leurs démissions, MM. Traclet et Manié sont se sont exprimés dans un article paru dans la presse. Il n'a pas d'autres commentaires à faire.

Il précise qu'il n'a rien à dire de plus si ce n'est que le choix de rester ou partir est un choix personnel.

Il informe que, pour répondre à Mr Abbou, la Municipalité est partie avec quatre adjoints, et qu'en conséquence, il lui paraît normal que ces deux postes ne soient pas supprimés par respect du travail effectué au sein de l'équipe par les deux titulaires démissionnaires.

De plus, Mr le Maire pense que, si au départ, il a été jugé nécessaire d'avoir une organisation avec des adjoints à l'urbanisme et à la voirie, il lui paraissait normal, aujourd'hui, que ces postes soient pourvus.

Mr Abbou demande si, sur les trois mois à venir, il ne vaudrait pas mieux nommer un Adjoint à l'Urbanisme plutôt qu'à la Voirie. Pour sa part, il aimerait avoir délégation à l'urbanisme sans être nommé adjoint afin de ne pas avoir à siéger au sein du Bureau Municipal après ce qui s'est passé.

Mr le Maire rappelle qu'il est, de fait, Président de toutes les commissions.

Mme Didier se dit navrée de cette situation Elle pense qu'il aurait été préférable d'avoir un débat en Commission Générale plutôt que voter directement en Conseil Municipal.

Mr le Maire rappelle que la majorité des délibérations durant ce mandat a été votée à l'unanimité et pour des dossiers majeurs comme PPRI, mise en révision du POS/PLU, Plan de zonage de l'assainissement.

Malgré la complexité des dossiers et la diversité des opinions au sein du Conseil Municipal, Mr le Maire précise que, sous sa conduite, le Conseil municipal s'est toujours réuni sur un consensus même si les motivations individuelles n'avaient pas le même fondement.

Mr le Maire rappelle qu'il se doit, aujourd'hui, de continuer à faire fonctionner le village et la mairie au service de tous les Thilois.

Mr Prudon convient que les réunions se passaient très bien mais que, hélas, des choses intolérables se sont dites et ne comprend pas qu'il ne puisse y avoir une discussion entre les élus. Il précise que les élus qui ont démissionné ne sont tout de même pas des « terroristes ».

Mr Abbou rejoint Mme Didier et Mr Prudon sur le fait que la nomination des Adjoints n'ait pas été débattue avant en Commission générale.

Mr le Maire répond que le Conseil Municipal doit se positionner dans les 15 jours après la notification par Mr le Préfet de l'accord de démission des élus et qu'il n'a pas été possible d'organiser matériellement cette réunion compte tenu des agendas de la fin d'année. Par ailleurs, il précise qu'un conseil municipal est par nature le lieu public du débat et de prise de décisions.

Mr Grumet rappelle à Mr Prudon qu'il est toujours possible de contacter le Maire ou le 1<sup>er</sup> Adjoint pour débattre sur divers sujets. Il déplore que Mr Prudon utilise le mot de « terroristes ».

Mr le Maire propose de soumettre au vote à bulletin secret le maintien ou non du ou des postes d'adjoints.

Question : Supprime-t-on le poste d'adjoint en charge de la Voirie

. 13 bulletins dépouillés

Pour 10

Contre 3

Question : Supprime-t-on le poste d'adjoint en charge de l'urbanisme

. 13 bulletins dépouillés

Pour 9

Contre 4

A la suite la délibération sera modifiée pour tenir compte de la suppression des postes d'adjoints et le tableau des adjoints au maire sera modifié comme suit :

Tableau des adjoints au 21 mars 2012

5.Monsieur Philippe MAISONNAS

6. Monsieur Vincent TRACLET

7.Monsieur Serge MANIE

8.Monsieur Philippe GUILLARD

Tableau des adjoints au 04 décembre 2013

1.Monsieur Philippe MAISONNAS

2.Monsieur Philippe GUILLARD

Par la suite, Mr Abbou propose sa candidature en vue d'une délégation à l'urbanisme en tant que Conseiller municipal.

Aucun candidat ne se manifeste pour une délégation à la Voirie mais Mr Grumet dit qu'il se tient prêt à aider.

Mr le Maire prend l'avis du Conseil qui se prononce à l'unanimité en faveur d'une délégation à l'Urbanisme pour Mr Abbou. Mr le Maire prendra un arrêté en ce sens dès retour du contrôle de légalité de la Préfecture des délibérations votées en Conseil municipal.

## 9. QUESTIONS DIVERSES

### Tri sélectif

Mr Denis a eu plusieurs retours concernant le volume du tri sur la commune. Les nouvelles poubelles jaunes sont trop petites.

Il rappelle que le volume des bacs est attribué en fonction du nombre d'habitants du foyer (130 l pour 1 à 2 personnes ; 160 l pour 3 à 4 personnes ; 240 l pour 5 à 6 personnes).

### Fuites d'eau

Mr Denis relance Mr Caplat concernant sa demande faite en séance publique du 27 septembre à savoir : le chiffrage financier concernant les 24 % de perte d'eau sur le réseau d'eau potable.

### Horaires de l'école - année scolaire 2013-2014

Mr Guillard rappelle que dans le cadre de la nouvelle réforme sur les rythmes scolaires, le conseil d'école a statué sur les horaires suivants :

Lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi de 8 h 30 à 12 h 00

Lundi, mardi, jeudi de 14 h 00 à 15 h 45

Vendredi de 14 h 00 à 15 h 15

Il n'est pas prévu d'assurer la cantine le mercredi mais l'attache sera prise avec des structures du territoire en vue d'étudier la faisabilité d'accueil et de restauration.

Un système de garderie pourrait, toutefois, être mis en place le mercredi.

Concernant l'accueil périscolaire, le choix s'est porté sur la fin de journée de classe dans la mesure où il n'est pas possible de faire une activité pendant seulement ½ heure, ceci en concertation avec les parents.

Une nouvelle réunion sera organisée très prochainement.

La Municipalité est donc maintenant en capacité de répondre à l'IEN (pour le 06 décembre prochain) par rapport aux horaires.

L'organisation de ce temps périscolaire se fera avec le personnel communal en place qui continue à travailler avec des intervenants sportifs ou autres (CCMP musique, sport, ...) et l'Allegro (OCM). Ces activités vont avoir un coût. Le FC Luenaz pourrait intervenir à titre gracieux.

Des choix seront à faire pour la répartition financière Commune / Parents. Une estimation a été faite à hauteur de 150 € / enfant / an.

La mise en place à la rentrée 2014 appellera certainement des réajustements pour la rentrée 2015. Il reste à résoudre aussi les problématiques de locaux pour accueillir les enfants.

Concernant les effectifs (105 élèves), il note une évolution. Cependant cette fin d'année scolaire 14 enfants actuellement en CM<sup>2</sup> quitteront notre école.

Il prévoit environ 113 élèves à la prochaine rentrée scolaire. Certaines familles du Clos du Village souhaitent inscrire leurs enfants en cours d'année. La classe de GS/CP est très chargée.

Mr le Maire rappelle que 15 logements seront livrés mi-décembre (inclus ceux de Dynacité). Les locataires arriveront à la fin du premier trimestre 2014 sur le Clos des Platanes.

### Vidéosurveillance

Mr le Maire informe que Mr Jean-Michel THUOT (bénévole) est en mesure de proposer le Cahier des clauses techniques définitif ainsi que le bordereau de prix

unitaire afin de définir une enveloppe budgétaire pour la vidéosurveillance. Ces documents seront soumis à une présentation formelle le 18 décembre prochain au groupe de travail auquel sont associés la coordinatrice du CISPD et le représentant qualifié de la Gendarmerie Nationale.

A la suite, il sera possible de préparer les documents permettant de solliciter une subvention au titre de la Réserve Parlementaire de Madame la Sénatrice Mme Goy-Chavant.

Une délibération sera à présenter lors du prochain Conseil pour solliciter une subvention dans le cadre de sa réserve parlementaire.

Mr Abbou demande si l'équipe actuelle va se prononcer sur l'emplacement des caméras.

Mr le Maire répond que le dossier technique et économique sera finalisé de telle façon à permettre à la nouvelle équipe municipale élue en mars 2014 de se prononcer définitivement sur ce dossier.

#### Schéma directeur d'assainissement

Mr Grumet demande si la 3CM s'est prononcée sur la STEP.

Mr le Maire répond qu'elle s'est prononcée favorablement.

Mr le Maire suspend la séance et donne la parole au public.

Mr B. rappelle que les haies sont à entretenir.

D'autre part, il laisse le terrain à disposition pour la Farfouille. Il souhaite pouvoir retourner le terrain.

Mr le Maire informe qu'une réunion avec les associations est prévue le 7 décembre prochain et que le sujet sera abordé.

Mr B. rappelle que dans le cadre de la vente de terrains agricoles il convient de prévoir une indemnité d'éviction.

D'autre part, il informe que le chemin de la Boisse (pour aller vers le chemin de la Brayonne) est impraticable.

Enfin, il a remarqué que les hauteurs de construction du Clos des Platanes sont plus importantes qu'aux Ilets.

L'ordre du jour étant épuisé,  
*La séance est levée à 22 h 35.*